



ABC

DE LA PRODUCTION PORCINE

PORTRAIT DE LA

PRODUCTION PORCINE QUÉBÉCOISE

Septembre 2016

En bref

En 2015, la valeur des recettes générées par la production porcine québécoise a totalisé 1,32 milliard \$, représentant 25 % des recettes monétaires provenant des productions animales au Québec, derrière les produits laitiers. Quant aux exportations québécoises de viande de porc, elles ont atteint 1,44 milliard \$ en 2015.

Au 1^{er} janvier 2016, le Québec détenait 32 % des inventaires de porcs canadiens. En 2015, quelque 39 % des abattages de porcs du Canada y ont été réalisés. Ceci fait du Québec la province la plus importante au Canada en ces matières.

Importance économique de la production porcine

En 2015, la production porcine québécoise s'est élevée à 7,21 millions de porcs, une augmentation de 5 % par rapport à 2014. Il s'agit de la seule hausse des six dernières années, la précédente remontant à 2009, année où la production avait atteint un sommet depuis que les données sont compilées, à quelques 7,85 millions de têtes. En 2016, selon les données préliminaires disponibles, le nombre de porcs produits pourrait être semblable à celle observée en 2015.¹

En ce qui concerne la valeur des recettes provenant de la production porcine québécoise, elle a totalisé 1,32 milliard \$ en 2015, ce qui représente une chute de 284 millions \$ (-18 %) par rapport à l'année précédente.

Il s'agit en quelque sorte d'un retour du balancier, étant donné le bond exceptionnel enregistré par les recettes en 2014 (+23 %), soutenue par la flambée du prix de vente des porcs en Amérique du Nord cette année-là. Ainsi, en comparant avec les recettes observées en 2013, celles de 2015 sont à peine supérieures (+1 %).

Évolution du volume et de la valeur de la production porcine et de son importance économique au Québec, 2010 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015
Volume de production (millions de têtes)	7,53	7,35	7,10	6,84	7,21
Valeur des ventes à la ferme (millions de \$) ¹	1 308	1 248	1 310	1 607	1 323
Valeur des exportations de porc (millions de \$)	1 368	1 441	1 394	1 572	1 441

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada et Statistique Canada, 2016

¹ Les recettes monétaires agricoles représentent les revenus en espèces découlant de la vente de produits agricoles par les exploitations agricoles. Les ventes globales entre fermes dans une province ne sont pas prises en compte, alors que les ventes d'une exploitation à l'autre entre provinces sont incluses.

Importance économique de la production porcine (suite)

Le prix québécois étant basé sur le prix américain, l'affaiblissement du huard par rapport au dollar américain soutient le prix du porc au Québec. Or, en 2015, sa valeur a encaissé une baisse moyenne de l'ordre de 16 % relativement au billet vert, ce qui constitue un recul d'une ampleur sans précédent en plus de 30 ans, le taux de change revenant au niveau qui prévalait en mai 2004.² N'eut été de cette dépréciation de la devise canadienne, par rapport à sa contrepartie américaine, le prix québécois, et par conséquent les recettes, auraient décliné davantage.³

Par rapport aux autres productions animales québécoises, le secteur porcin québécois occupe le second rang avec 25 % des recettes monétaires, derrière les produits laitiers (42 %). Au troisième rang se positionne le secteur de des bovins/veaux avec 14 % des ventes totales, puis celui de la volaille (poules et poulets) (12 %).⁴

Quant aux exportations québécoises, la valeur de celles-ci a reculé en 2015 (-8 %), se chiffrant à 1,44 milliard \$, en raison de la baisse du prix du porc. Les destinations les plus lucratives pour le Québec pour cette année étaient les États-Unis (706 millions \$), suivis du Japon (256 millions \$) et de la Chine/Hong Kong (132 millions \$).⁵

Structure de la production porcine

Au 1er janvier 2016, de toutes les provinces canadiennes, c'est au Québec où l'on dénombrait le plus de porcs dans les fermes, soit 324 300 animaux reproducteurs âgés de six mois et plus (verrats, truies et jeunes truies saillies) et 3,94 millions de porcelets et porcs d'engraissement. Ceci représente quelque 32 % de tout le cheptel canadien. Au second rang se positionnait l'Ontario, suivi du Manitoba, puis de l'Alberta.

À l'échelle canadienne, le nombre de porcs en inventaire dans les fermes a atteint un sommet en 2005 pour ensuite connaître plusieurs années de recul, jusqu'en 2010. Depuis ce temps, il a recommencé à croître, mais à un rythme modéré.

Du côté québécois, le cheptel porcin a, lui aussi, affiché plusieurs années de décroissance à partir du milieu des années 2000, mais les derniers rapports d'inventaire indiquent un retour à la croissance.⁶

Évolution du nombre de porcs dans les fermes par province et au Canada (milliers de têtes)

	1 ^{er} janvier 2014		1 ^{er} janvier 2015		1 ^{er} janvier 2016	
	Porcs pour la reproduction ¹	Autres porcs ²	Porcs pour la reproduction ¹	Autres porcs ²	Porcs pour la reproduction ¹	Autres porcs ²
IPE et N-B*	14,8	92,2	14,0	83,9	14,1	82,4
Québec	321,5	3 848,5	323,1	3 921,9	324,3	3 935,7
Ontario	308,1	2 729,5	308,0	2 757,5	313,1	2 802,6
Manitoba	317,8	2 647,2	319,6	2 670,4	325,3	2 664,7
Saskatchewan	94,6	1 015,4	101,3	1 063,7	106,3	1 063,7
Alberta	140,2	1 304,8	140,3	1 339,7	142,8	1 362,2
Colombie-Britannique	8,9	79,1	9,0	80,0	9,1	76,9
Canada	1 211,0	11 729,0	1 220,3	11 929,7	1 239,8	12 000,2

*Les données pour Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse ne sont pas disponibles.

Source : Statistique Canada, tableau Cansim 003-0100, consulté en août 2016.

¹ « Porcs pour la reproduction » inclut les truies et les jeunes truies saillies et les verrats de 6 mois et plus.

² « Autres porcs » inclut les porcs de moins de 23 kg, de 23 à 53 kg, de 54 kg à 80 kg et de 81 kg et plus.

Structure de la production porcine (suite)

En 2015, les 929 entreprises porcines québécoises assurées au programme ASRA de la Financière agricole du Québec étaient réparties comme suit : type naisseur-finisser (43 %), type finisseur (35 %) et type naisseur (22 %).

Les entreprises de type naisseur comptaient, en moyenne, 665 truies alors que les entreprises de type finisseur avaient produit 7 243 porcs. En ce qui concerne les fermes de type naisseur-finisser, elles possédaient 394 truies et ont produit 9 585 porcs, en moyenne, en 2015.⁷

Naisseur	Production de porcelets destinés à la vente
Finisseur	Achat de porcelets destinés à l'engraissement, puis à l'abattage
Naisseur-finisser	Production de porcelets destinés à l'engraissement, puis à l'abattage

Production et abattage de porcs¹

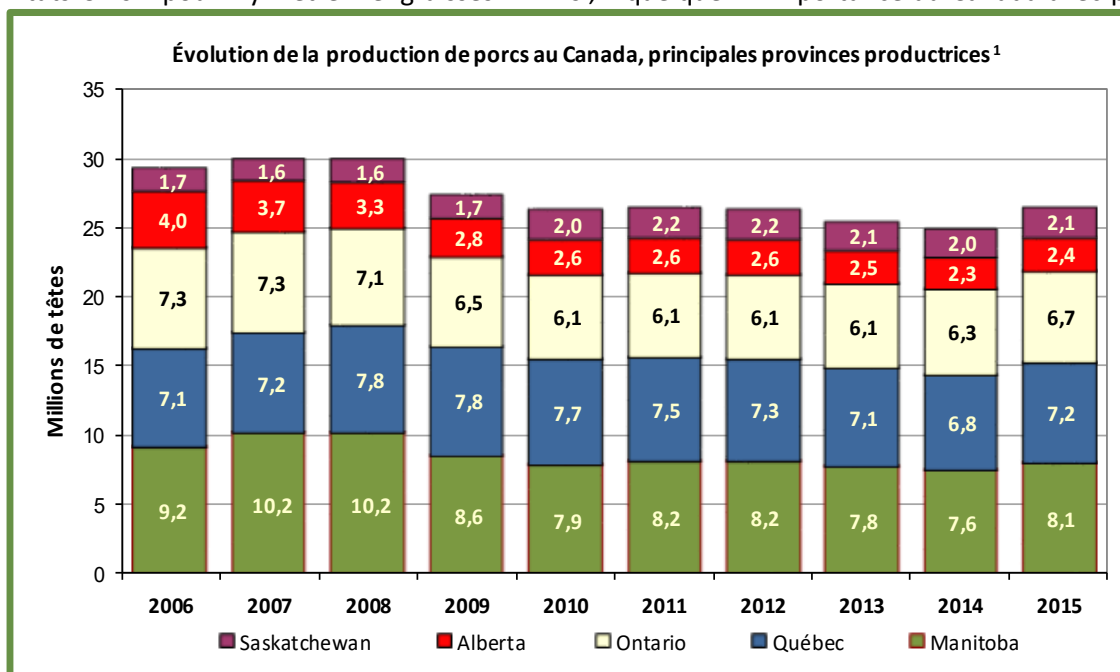
En dépit du fait que le Québec était la province où les inventaires porcins étaient les plus élevés au 1er janvier 2016, c'est au Manitoba où l'on a produit le plus de porcs en 2015, soit près de 8,09 millions. Cela représente 30 % de la production canadienne.

Toutefois, une bonne proportion des porcs produits au Manitoba est composée de jeunes animaux exportés aux États-Unis pour y être engraisés. Ainsi, quelque

3,56 millions de porcs vivants ont traversé la frontière manitobaine en direction des États-Unis en 2015. Si cette année-là, le nombre de porcs élevés et abattus dans la province a augmenté de l'ordre de 4 % par rapport à 2014, les exportations de porcs vivants au sud de la frontière ont pour leur part bondi de 12 %.

De son côté, le Québec est le deuxième producteur en importance au Canada avec plus de 7,21 millions de porcs.

En troisième place se positionne l'Ontario, avec 6,67 millions de porcs produits. Combinées, les provinces du Manitoba, du Québec et de l'Ontario produisent 82 % des porcs du Canada.



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2016

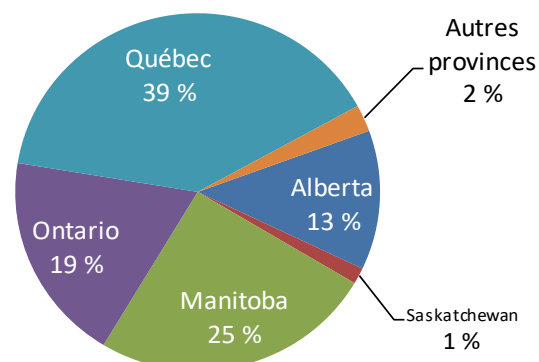
¹ Inclut les abattages d'origine ainsi que les porcs d'abattage et d'engraissement (principalement des porcelets) exportés vivants aux États-Unis

Production et abattage de porcs (suite)

Même si le Québec n'occupe pas la première position quant au nombre de porcs produits, la province se classe néanmoins au premier rang en ce qui concerne le nombre d'animaux abattus. Il est à noter qu'en 2015, le Québec a importé 1,14 million de porcs et porcelets des autres provinces, majoritairement de l'Ontario. En 2015, il s'est abattu 8,35 millions de porcs au Québec, soit 39 % des abattages canadiens. Comparativement à 2014, ces derniers ont augmenté (+5 %). Son concurrent canadien le plus proche est le Manitoba, avec quelque 5,32 millions de têtes.

En ce qui concerne les principales provinces productrices, le nombre de porcs abattus a progressé dans l'ensemble des provinces, alors qu'il est demeuré stable en Ontario.

Abattages de porcs au Canada, répartition provinciale (%), 2015



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2016

L'accès aux marchés : un élément clé

L'accès aux différents marchés a une grande influence sur les exportations d'un pays, et le Canada, incluant le Québec, n'y échappe pas. À cet effet, la signature d'accords commerciaux est déterminante.

Parmi les plus importants ayant été récemment négociés, le Partenariat transpacifique (TPP) se démarque par son ampleur. Ce projet de zone de libre-échange regroupe 12 pays, incluant le Canada, les États-Unis, l'Australie et le Japon, qui représentent près de 40 % du produit intérieur brut mondial. En ce qui a trait au commerce du porc, par exemple, lors de l'entrée en vigueur du TPP, le Japon éliminera ou réduira, en bonne partie, ses divers tarifs à l'importation qui s'appliquent sur le porc et les produits de porc sur une période de 10 ans, alors que le Vietnam les éliminera tout à fait après 9 ans. Les membres du TPP sont parvenus à un accord au début d'octobre 2015; cependant, ils doivent encore ratifier l'entente.⁸

Outre le TPP, le Canada négocie des accords bilatéraux, parmi lesquels figure l'accord de libre-échange avec la Corée du Sud, entré en vigueur en janvier 2015. Progressivement, les tarifs d'importation sur le porc canadien seront réduits jusqu'à leur abolition 5 à 13 ans suivant l'entrée en vigueur de l'accord.⁹

Par ailleurs, certains accords bilatéraux ont été conclus mais ne sont pas encore entrés en vigueur. Ainsi, l'Union européenne (UE) pourrait devenir un débouché important pour le porc canadien à moyen terme. En effet, à la fin de septembre 2014, le Canada et l'UE ont signé l'Accord économique et commercial global (AECG). L'AECG prévoit un quota de 80 000 tonnes de porc canadien pouvant y être écoulées sans droit de douane, ce qui équivaldrait à des recettes supplémentaires de 400 millions \$. Il est à noter que ce traité doit encore être ratifié par les 28 pays membres de l'UE, ce qui en complique l'entrée en vigueur.¹⁰

De même, l'accord de libre-échange Canada-Ukraine a été signé en juillet 2016. Lorsqu'il sera ratifié par les deux partenaires, il inclura un quota de 20 000 tonnes de porc canadien congelé et à une quantité illimitée de porc réfrigéré de longue conservation.¹¹

Enfin, les Philippines constituent un autre pays où le potentiel d'augmentation des exportations de porc canadien est intéressant. Le Canada a entamé des discussions exploratoires en vue de signer un traité de libre-échange avec ce pays en mai 2015.¹²

Éléments à surveiller

Plusieurs éléments conjoncturels continuent d'influencer le secteur porcin québécois, parmi lesquels on retrouve certains facteurs favorables, comme :

- une diminution du coût du maïs, qui, s'il n'est pas revenu au niveau précédant la croissance de la production d'éthanol aux États-Unis vers 2008, est néanmoins bien inférieur au sommet atteint en 2012;
- la modération du coût du tourteau de soja, qui après avoir battu record sur record de 2012 à 2014, est redescendu en 2015, demeurant toutefois au-dessus du niveau qui prévalait avant 2012;

- la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain (il reste à savoir si cette faiblesse se maintiendra).

Par ailleurs, les défis auxquels le secteur continue de faire face sont :

- l'expansion attendue de la production américaine à partir de la seconde moitié de 2016 et en 2017, laquelle pourrait peser sur le prix de référence;
- l'évolution des exigences de certains pays importateurs, ainsi que la forte compétition de la part de l'Union européenne sur les marchés asiatiques, en particulier celui de la Chine/Hong Kong.

Références

- ¹Agriculture et Agroalimentaire Canada. 2016. Information sur le marché des viandes rouges. [En ligne]. http://www.agr.gc.ca/redmeat/index_fra.htm
- ²Banque du Canada. [En ligne]. <http://www.banqueducanada.ca/taux/taux-de-change/>
- ³Service de la mise en marché des Éleveurs de porcs du Québec. [En ligne]. http://accesporcqc.ca/nsphp/portail/statistiques_intro.php. Compilation CDPQ.
- ⁴Statistique Canada. 2016. Tableau CANSIM 002-0001. Page consultée en août.
- ⁵Statistique Canada. Informations fournies sur demande.
- ⁶Statistique Canada. 2016. Tableau CANSIM 003-0100. Page consultée en août.
- ⁷La Financière agricole du Québec. 2016. Nombre d'entreprises et d'unités assurées à l'ASRA par strate de production, 3 pages.
- ⁸Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada. 2016. Partenariat transpacifique. [En ligne]. <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/tpp-ptp/benefits-avantages/sectors-secteurs/01-AgriSector.aspx?lang=fra>. Pages consultées en août.
- ⁹Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada. 2016. Accord de libre-échange Canada-Corée. [En ligne]. <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/korea-coree/related-relies.aspx?lang=fra>. Pages consultées en août.
- ¹⁰Conseil canadien du porc. 2016. 18 octobre 2013. Le porc canadien au menu de l'UE. [En ligne]. http://www.cpc-ccp.com/news_article.php?id=81. Page consultée en août 2016.
- ¹¹Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada. 2016. Accord de libre-échange Canada-Ukraine. [En ligne]. <http://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ukraine/index.aspx?lang=fra>. Pages consultées en août.
- ¹²Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada. 2016. Accord de libre-échange Canada-Corée. [En ligne]. <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/philippines/index.aspx?lang=fra>. Page consultée en août.

Rédaction

Caroline Lacroix, chargée de projets
Michel Morin, agroéconomiste
Coll.: Geneviève Berthiaume, chargée de projets

© CDPQ, TOUS DROITS RÉSERVÉS, 2016

